

LE POING



Journal de la section CGT Finances Publique de l'Isère
Numéro 26

Septembre 2026

AUSTÉRITÉ UN AIR DE DÉJÀ-VU



Edito : **AUSTÉRITÉ UN AIR
DE DÉJÀ-VU**

Sébastien RIOUX

**BUDGET 2027 : NON AU
RACKET !**

Sophie ABONDANCE

**QUELLE INDIGNITUDE !
PIRATAGE À LA DGFIP**

Françoise SALERNO

**ÉLECTIONS PRO : NE
RESTEZ PAS SEUL(E)**

Collectif

EDITO

AUSTÉRITÉ UN AIR DE DÉJÀ-VU

À peine rentré, le gouvernement relance sa ritournelle budgétaire.

« Nous sommes dans un moment difficile »

« En parallèle, il va falloir réduire les dépenses de l'État et des ministères »

« L'effort devra être réparti entre les différentes forces vives qui composent ce pays »,

Mais comment ose-t-il appeler à un effort partagé en nous plaçant, nous les travailleurs, « dans un contexte où tous, tous devront faire des efforts » ! Nous ne sommes pas dans la convivialité et surtout pas tous égaux.

x Le passage de 60 à 64 ans du départ en retraite a des conséquences personnelles énormes. En effet, en dehors de toute considération de pénibilité du travail,

l'espérance de vie sans incapacité (le nombre d'années qu'un individu peut espérer vivre sans être limité dans ses activités quotidiennes par un problème de santé) est de 63,7 ans pour les hommes et de 64,1 ans pour les femmes,

x Idem avec le gel du point d'indice qui fait basculer la fonction publique dans la smicardisation et

entraîne des pertes de revenus de plusieurs centaines d'euros par

À nous de faire respecter nos salaires et nos conditions de travail

mois pour toutes les catégories de fonctionnaires.

Et d'un autre côté :

x Aux 415 milliards d'euros de crédits au titre de la loi de programmation militaire viennent d'être ajoutés 36 milliards d'euros, de quoi nous rapprocher à marche forcée du précipice de la guerre quitte à sacrifier notre jeunesse,

x 211 milliards d'euros alloués chaque année aux entreprises sans contreparties et sans efficacité !

À nous de faire respecter nos salaires et nos conditions de travail qui ne sont pas des variables d'ajustement du budget de la France mais la juste rémunération du travail effectué au quotidien et pas seulement salué en période de crise.

Cette logique d'austérité budgétaire savamment entretenue est infernale. En 2025, le gouvernement a fait passer 40 milliards de coupes budgétaires, en 2026, on a eu droit à 44 milliards et pour 2027 une trajectoire à moyen terme de 126 milliards est

annoncée par la Cour des comptes et le trésor pour repasser sous les 3 % de déficit budgétaire.

Reprenons la main !

Il est plus que temps de dire stop. Arrêtons tout pour imposer la fin de cette dérive qui met à genoux les fonctionnaires et les services publics.

Ensemble, par la grève et dans les manifestations, le mardi 29 septembre prochain, imposons l'augmentation de nos salaires et notre place essentielle de service public !

juillet 2026					juillet 2026				
Perte mensuelle de pouvoir d'achat					Perte de valeur du point d'indice				
Par rapport à l'indice des prix à la consommation hors tabac					Par rapport à l'indice des prix à la consommation hors tabac				
Valeur INM = 4,92€					Valeur actuelle INM = 4,92€				
	depuis 2023	depuis 2017	depuis 2010	depuis 2000		Perte de la valeur du point d'indice	Point virtuel indexé sur l'inflation	Écart valeur du point d'indice	
Cat C INM 425 Agent administratif 12e échelon	-112€	-327€	-449€	-672€	depuis 2023	5.37%	5.19€	-0.26€	
Cat B INM 539 Secrétaire admin. classe sup 12e échelon	-142€	-414€	-569€	-852€	depuis 2017	15.62%	5.69€	-0.77€	
Cat A INM 826 Attaché principal 10e échelon	-218€	-635€	-872€	-1305€	depuis 2010	21.45%	5.98€	-1.06€	
Cat A+ INM 1387 Administrateur 2e grade 32e échelon	-366€	-1066€	-1465€	-2192€	depuis 2000	32,10%	6.50€	-1.58€	



BUDGET 2027 : NON AU RACKET !



Réunis lundi 24 août pour le premier conseil des ministres de la rentrée, les membres du gouvernement ont engagé la préparation du budget 2027. Le seul objectif du gouvernement Macron est de s'en prendre aux intérêts des travailleurs : les services publics, la Sécurité sociale, les retraites,...

Des dizaines et dizaines de milliards accordés à leurs amis du CAC40, il ne faut surtout pas en parler ! Des dizaines et dizaines de milliards dans les budgets militaires pour répondre aux injonctions de Trump relayées par l'UE, pour alimenter une guerre qui tue par centaines de milliers des travailleurs ukrainiens et russes, au service des intérêts du grand capital des différents empires, il ne faut pas en débattre !

À la CGT, nous sommes résolument attachés à la Paix entre tous les peuples ! Le gouvernement actuel promet « beaucoup de rigueur ». Vous avez déjà entendu cela et nous aussi ! En fait, il voudrait nous imposer « du sang et des larmes », ce que nous combattons.

On sait ce que le mot rigueur veut dire : coupes budgétaires, économies et toujours moins de moyens pour tous les services publics sauf ceux liés à l'armement évidemment ! Ce jour sans fin n'a hélas que trop duré ! Car il s'agit bien encore et encore de la même politique ! On attaque le budget par le volet dépenses (surtout dépenses sociales) et pas touche aux recettes ! Lecornu menace, ce sera lui ou le chaos ! C'est un chantage inacceptable.

Vous nous avez déjà fait le coup et c'est toujours le monde du travail qui paie ! Là on

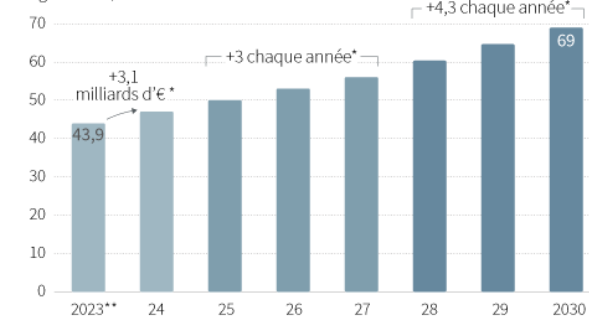
oblige, là on impose alors que pour le capital on ne fait que demander gentiment, on conseille et on compte sur le sens des responsabilités de nos grands patrons, notamment les géants pétroliers et on voit où mène ce sens de la mesure ... droit dans le mur !

Le racket annoncé des retraités sur leurs droits à pensions acquis suite à toute une vie de contributions volontaires et de labeur n'est pas discutable : pas touche à nos retraites !

Le budget des armées françaises

Selon la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030

Budget annuel, en milliards d'euros



* par rapport au budget de l'année précédente

** Le ministre des Armées Sébastien Lecornu a annoncé demander une dépense supplémentaire de 1,5 milliard d'euros pour 2023

Source : ministère des Armées

AFP

Concernant le Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale 2027, les chiffres sont déjà tombés, notamment ceux concernant la branche famille. Ainsi alors que celle-ci a un excédent (aucun chantage au déficit possible ici) de près de 1,2 milliard d'euros en 2025, il n'est nullement question d'en faire bénéficier les familles : le gouvernement entend au contraire mettre en œuvre de nouvelles mesures

d'économies et procéder à une réorientation des fonds existants. Le rapport IGAS-IGF commandé par le Premier ministre, intitulé sobrement « Revue de dépenses relative à l'efficacité des politiques familiales » et publié le 14 août, prévoit près de 2,5 milliards d'euros d'économies à court terme et jusqu'à 4,2 milliards à long terme. Autant de dépenses supplémentaires que les parents et leurs enfants devront supporter si elles sont mises en œuvre.

Les mesures prévues de réduction des APL pour les étudiants et de suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité ne feront que compliquer davantage la rentrée. C'est pourquoi le gel du point d'indice n'en est que plus insupportable.

Le mardi 29 septembre, les Finances Publiques et toute la Fonction Publique appellent à la grève.

Toutes et tous en grève et en manifestation pour dire NON aux restrictions budgétaires, et pour dire OUI aux augmentations de nos salaires !

QUELLE INDIGNITUDE !

Piratage à la DGFIP

Les postures partisans expliquent que les argumentations divergent puisque chacun défend son point de vue en rapport avec son idéologie.

Pourtant, la réalité des faits devrait dicter un rapprochement des points de vue lorsque l'intérêt des citoyens en découle.

Il en est pour la sécurité des données comme du reste. Il faut investir à hauteur des besoins.

Comment en est-on arrivé là ? Si bas ?!

Rien n'est pourtant surprenant. Plusieurs éléments factuels connus de longue date et de tous sont indéniables, pointés par la Cour des comptes, l'Inspection générale des Finances et plusieurs syndicats.

Nos dirigeants ont créé sciemment cette vulnérabilité structurelle en ne cessant de réduire les moyens, de minimiser les besoins.

Après des décennies de mesures indignes et inadaptées, la DGFIP, tout comme la Fonction publique dans sa globalité marche sur 3 pattes, alourdie d'une vétusté coupable.

La responsabilité en revient aux manques récurrents et anciens d'investissements publics dans les systèmes numériques.

En guise d'économie, on conserve un logiciel quinquagénaire et on lui impose des mises à jour, au lieu de recréer un logiciel. A l'échelle de la sécurité, cette manière inadéquate et indigne fragilise la sécurité de nos données.

Un hacker éthique constate que rien ne s'est passé depuis 2 ans qu'un plan d'action avait été envisagé par le gouvernement... Le ministre des comptes publics est au courant depuis très longtemps. Passe un 1^{er} incident, un 2^{ème}, puis un autre et tout continue après la période d'émoi !

Un ancien secrétaire du Conseil national du numérique réagit : « Il n'y a pas de pilote dans l'avion ! »



M.Lecornu lui-même illustre le sujet : « On avait une maison bien fermée avec une porte blindée, mais on a mis la clef sous le paillason et tout le quartier sait que la clef est sous le paillason ! »

Le NRP a grandement accéléré cette prise de risques car il a introduit, notamment, l'outil e-contact qui concentre le traitement des données (messages) dans des centres de contacts et des

plateformes pour pallier la perte du nombre de services de pleine compétence sur le territoire.

On y perd également en technicité puisque la logique de métier devient une logique de productivité, assortie d'un flicage façon management algorithmique autoritaire !



Non contents de tous ces dégâts évidents sur l'humain, les décideurs veulent présenter le prochain NRP, alors qu'ils devraient présenter leurs excuses aux contribuables, victimes directes et indirectes, aux agents.



Nous pensons à la CGT que les décideurs doivent voir leur responsabilité engagée.

Cet incident est loin d'être mineur par l'ampleur des enjeux et le nombre de personnes concernées : contribuables, agents, partenaires...

Notre directrice est responsable, qu'elle aille au bout de la logique de responsabilité !

Tout comme ses prédécesseurs et les personnes politiques ayant été aux commandes !

NE RESTEZ PAS SEUL(E)

Ne restez pas seul dans votre service qu'on démantèle,

Ne restez pas seul face à la nouvelle « bienveillance » du management DGFiP,

Ne restez pas seul si votre notation semble avoir été écrite par un pamphlétaire ironique du XVIIIème siècle,

Ne restez pas seul si on cherche à vous virer ou à vous ostraciser,

Ne restez pas seul pour protester quand on supprime le poste d'un collègue sans le remplacer, quand on veut vous déplacer, quand on décide d'augmenter indéfiniment votre charge de travail en prétextant que les ordinateurs vont faire gagner de la productivité à l'infini, jusqu'au zéro emploi, jusqu'à l'IA magique qui fera tout toute seule.

Avec les scandales liés au numérique, on s'aperçoit à quel point des nouveaux champs de luttes sociales sont en train de s'ouvrir. Les stages mal fichus sur l'IA ne sont pas là par hasard. La volonté de remplacer l'humain par la machine est non seulement réelle, mais a des adeptes forcenés. Le flicage numérique à base de reporting, d'applications téléphoniques, de

retex et de tableau excel se déploie partout. Ce flicage numérique est insupportable, à la fois pesant et invisible.

Nous sommes un syndicat qui cherche à instaurer un rapport de force afin de pouvoir négocier, on ne gagne rien en accompagnant les « réformes ». On y perd même sa dignité. On ne gagne rien à rester enfermé entre quatre yeux avec des directeurs généraux qui en sont à leur 15ème stage en gestion-communication-accompagnement de la réforme avec option mensonge et hypnotisme pour les plus roués... et qui ont par ailleurs des coachs en management turlututu.

Agir, aider les collègues à relever la tête quand ça ne va plus, ne pas accompagner mais combattre c'est ce que nous faisons.

Alors, celles et ceux qui ont envie de ne pas se résigner, rejoignez-nous !

C'est bientôt les élections pro (du 03 au 10 décembre 2026), vous allez avoir l'occasion de voter pour un syndicat qui se bat et débat, la CGT Finances Publiques.



Prise de contact, demande d'adhésion (bulletin à scanner et à envoyer)

NOM :	Prénom :
Service :	Résidence :
Mail :	Je veux adhérer : OUI ☐ j'hésite encore ☐

CGT Finances Publiques Isère

38-40 Avenue Rhin et Danube-38047 Grenoble Cedex 2

Tel CFP Rhin et Danube : 04 80 42 87 24 (25)

Mail : cgt.ddfip38@dgfip.finances.gouv.fr

Site : <http://38.cgtfinancespubliques.fr/>



*ou adhérer
ici*

